

M. CLEAVER: Est-ce que cela a été suscité par une baisse de prix?

M. PERLEY: Sûrement; les syndicats avaient acheté le grain lorsque le prix était à la hausse, en 1929. Mais le prix commença à baisser et continua à le faire jusqu'à ce que les avances faites aux cultivateurs fussent presque épuisées, de sorte qu'il n'y avait plus de part d'intérêt dans le grain pour le syndicat. Les banques avaient avancé l'argent et refusaient d'en accorder d'autre. Comme je l'ai dit, après avoir négocié avec le gouvernement provincial, il leur fallut s'adresser à Ottawa.

Je faisais partie du comité de cinq membres, nommé par le gouvernement, alors que M. Bennett avait mon appui, et chargé d'étudier cette question. Je me souviens très bien de ce qui arriva quand le premier ministre insista pour assumer toute l'affaire, étant donné qu'il lui fallait avancer l'argent. Il le fit, et je crois qu'il s'acquitta de la tâche avec justice. Ce que je veux faire ressortir, c'est que les banques refusèrent de porter le fardeau jusqu'à l'entrée en scène du gouvernement. M. Bennett s'en chargea et cela permit au syndicat de se financer et de subsister, si bien qu'il constitue aujourd'hui l'une des plus fortes sociétés coopératives de l'Ouest du Canada et l'une des plus solides compagnies de grain. Si vous examinez le compte rendu de ces jours derniers du Comité de l'agriculture, vous constaterez que M. McIvor a dit, en réponse à mes questions, que 50 p. 100 du grain passe par le syndicat. De sorte que l'organisme que le gouvernement a sauvé à cette époque, est devenu ce qu'il est aujourd'hui.

Je dois dire ici qu'il a fait des merveilles en souscrivant toujours aux Emprunts de la Victoire, et qu'il constitue un précieux atout pour l'Ouest tout entier et un magnifique exemple de véritable collaboration.

Ce que je veux dire, c'est que les autres compagnies de grain, les membres de la bourse des grains, comptaient tellement sur ce qui allait arriver, qu'ils essayaient constamment d'amener la baisse. Je le tiens de bonne source, car j'en étais membre et je sais de quoi je parle, qu'ils espéraient que le syndicat se retirerait des affaires. Je sais, pour avoir causé avec certains représentants de ces compagnies, qu'ils allèrent même jusqu'à diviser un grand nombre des éleveurs—le syndicat en avait alors quelque 500—entre certains membres de la bourse des grains, car on croyait que le syndicat abandonnerait la partie. Vous voyez combien la situation était grave.

Ce dont je me plains, c'est que les banques étaient alors disposées à financer les autres compagnies de grain et qu'elles l'auraient fait, si le gouvernement n'était pas intervenu pour sauver le syndicat. Je veux simplement faire consigner cela aux procès-verbaux. Je crois que je m'en tiens aux faits. On peut interroger M. Bickerton à ce sujet. Il y a peut-être d'autres membres du syndicat autour de cette table. Il y a des députés de la Saskatchewan qui connaissent assez bien la situation, comme MM. Tucker et Graham.

Tout ce que je veux dire, c'est que les banques n'ont pas collaboré avec l'ensemble des cultivateurs qui appartenaient à cet organisme, et que, si le gouvernement existant n'était pas intervenu pour en prendre charge et le sauver, après le refus des banques et de la province, la situation aurait été très critique. Il ne me reste plus qu'une question.

M. KINLEY: Quel est le chiffre d'affaires du syndicat? Fait-il de grosses affaires?

M. PERLEY: Il manutentionne presque 50 p. 100 de la production de grain dans l'Ouest du Canada.

M. KINLEY: Je suppose qu'il a des réserves considérables?

M. PERLEY: Je ne les connais pas. Il y a peut-être moyen de le trouver. Nous croyons qu'il possède maintenant une réserve respectable, car il a toujours souscrit très généreusement aux Emprunts de la Victoire. Je dois dire que quand M. Bennett a pris charge du syndicat, il l'a fait à la condition que celui-ci resterait dans les affaires et payerait un montant déterminé pendant un certain nom-